

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

1^{er} juin 2023

Moyen-Orient

- Le 30 mai, [Peace Now](#) a publié un article pour faire savoir que les travaux de construction avaient repris dans l'avant-poste israélien de Homesh, précédemment évacué, près du village palestinien de Burqa (à l'est de Ramallah). Le mouvement a ajouté que les résidents de Burqa faisaient souvent l'objet de violences de la part de colons et que la réinstallation de cet avant-poste de colonie les empêchera de revenir sur leurs terres. En outre, l'autorisation de la création de cet avant-poste illégal porte un coup sévère à la possibilité de créer un futur État palestinien car il est situé bien au nord de la Cisjordanie.
- Le 27 mai, [Adalah](#) a indiqué avoir envoyé une lettre au nom de 11 résidents déplacés de Tantura, un village palestinien déraciné et détruit, et du comté du même nom. Cette lettre demande aux autorités israéliennes de prendre immédiatement des mesures visant à marquer les sites charniers et les cimetières de Tantura, dont les villageois ont été massacrés et déplacés en 1948, ainsi qu'à les clôturer et à y installer des panneaux d'information. La lettre, envoyée par Adalah, s'appuie sur une étude approfondie menée par la Forensic Architecture, un institut de recherche basé à Goldsmiths, Université de Londres, qui a permis de déterminer l'emplacement des quatre charniers et des cimetières du village.
- Le 25 mai, [7amleh](#) a clôturé la septième session du forum sur l'activité numérique en Palestine, à laquelle plus de 1500 personnes ont participé. Le forum qui s'est tenu sur le thème « Mettre un terme à la discrimination numérique à l'encontre des Palestiniens » a permis d'y voir plus clair sur la question de la discrimination numérique et de ses effets sur les droits numériques des Palestiniens dans le cadre d'un contexte local, régional et international. Le forum a permis d'établir un dialogue constructif en vue de produire des politiques et propositions concrètes visant à mettre un terme à la discrimination à l'encontre des Palestiniens et d'autres minorités dans le monde. Plus de 50 activités, parmi lesquelles des sessions directives, des dialogues enrichissants, des ateliers ainsi que des événements sur site et en ligne, se sont focalisées sur diverses questions liées au sujet général du forum.
- Le 24 mai, Kairos Palestine et [BADIL](#) Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights ont organisé un webinaire pour le lancement leur nouvelle publication conjointe intitulée « [Palestinian Christians: The Forcible Displacement and Dispossession ... Continues](#) ». Le rapport établit les grandes lignes de l'organisation des politiques israéliennes autour d'une stratégie globale visant à créer un environnement coercitif et à faciliter les déplacements réguliers et forcés des Palestiniens ainsi que le refus de leur accorder le droit à l'autodétermination. Le rapport conjoint s'intéresse plus particulièrement à la manière dont

ces politiques et pratiques affectent la communauté chrétienne palestinienne, ainsi qu'au rôle et à la responsabilité de la communauté chrétienne internationale.

- Le 24 mai, l'[Institut des études palestiniennes](#) a publié le premier numéro du Journal of Palestine Studies pour 2023. Ce numéro comporte plusieurs articles, essais, entretiens et critiques des derniers livres abordant la question de la Palestine.

Asie et Europe

- Le 25 mai, le [Conseil norvégien pour les réfugiés](#) a publié un article indiquant que deux écoles dans les communautés bédouines d'Aïn Samiyé, au nord de Ramallah, et de Kachm el-Karn, au nord-est de Hébron, risquaient d'être démolies très prochainement par les autorités israéliennes. À Aïn Samiyé, des attaques permanentes perpétrées par les colons ainsi que la démolition prévue de l'école ont forcé l'ensemble des 172 habitants de la communauté, par lesquels 78 enfants, à fuir leurs foyers. Le Conseil norvégien pour les réfugiés a exhorté l'État d'Israël à ne pas démolir les écoles et à immédiatement annuler tous les ordres de destructions en Cisjordanie occupée. Le Conseil a également fait savoir que le Consortium pour la protection de la Cisjordanie, dont il est à la direction, fournit du matériel et propose une assistance juridique aux communautés d'Aïn Samiyé et de Kachm al-Karn. Il a ainsi contribué à la construction de deux écoles.
- Le 24 mai, l'[Agence Média Palestine](#) a publié un entretien de [Mondoweiss](#) avec Omar Shakir, directeur du département Israël et Palestine de Human Rights Watch.. Omar Shakir a évoqué les difficultés à obtenir des informations sur la situation dans les territoires palestiniens occupés depuis son expulsion d'Israël, ainsi que la récente publication de rapports sur l'apartheid par des organisations de défense des droits humains.

Amérique du Nord

- Le 6 juin, l'[Institut des études palestiniennes aux États-Unis](#) organisera à New York, une lecture du livre intitulé « 11 lives: Stories from Palestinian Exile » en compagnie d'auteurs et d'acteurs palestiniens de renom. Les 11 personnes qui s'expriment à travers ce livre représentent chacune un avis parmi la multitude de déplacements que la guerre et l'occupation ont imposés aux Palestiniens depuis la Nakba en 1948.
- Le 5 juin, [Americans for Peace Now](#) organisera un webinaire au cours duquel aura lieu un débat avec Hagit Ofran du projet de surveillance des colonies au sein de Peace Now. Cette date marquera le 56e anniversaire de la guerre de 1967 au cours de laquelle est née l'occupation de la Cisjordanie par Israël. Mme Ofran analysera les répercussions des colonies, le principal obstacle physique à la paix israélo-palestinienne. Elle examinera les effets des colonies sur la situation actuelle sur le terrain puis présentera en détail les politiques et pratiques du gouvernement actuel.

- Le 30 mai, le [Centre d'études palestiniennes de l'Université de Columbia](#) a informé que Insaïyyat a souhaité recueillir les réflexions de chercheurs dont les projets ont été interrompus, bloqués ou rendus irréalisables à cause des restrictions imposées par Israël sur le déplacement des Palestiniens. Les politiques de fermeture et de visas ont de larges répercussions sur les lieux et les sujets étudiés dans le cadre de l'anthropologie de la Palestine, sur les personnes autorisées à mener ces recherches ainsi que sur l'objet des recherches. Insaïyyat souhaiterait obtenir les contributions de personnes pouvant démontrer les conséquences matérielles sur les programmes de recherche des universitaires et sur la possibilité même de mener des recherches en Palestine.
- Le 25 mai, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) (FMOP) a mis en ligne un podcast intitulé « Israel's new anti-NGO legislation: An Effort to Eradicate Opponents of Illiberalism » (La nouvelle loi d'Israël contre les ONG : Une action visant à éradiquer les opposants à l'illibéralisme). Selon la FMOP, la législation supprimerait en réalité le statut d'exonération fiscale de ces groupes et le remplacerait par un taux d'imposition onéreux, ouvertement punitif et vindicatif, s'élevant à 65 % appliqué aux revenus et/ou aux dotations de ces groupes. Dans ce podcast, la Présidente de la FMOP, Lara Friedman, parle avec Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, et Jessica Montell, directrice exécutive de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme HaMoked et ancienne directrice exécutive de l'organisation de défense des droits de l'homme B'Tselem.

Nations Unies

- Le 2 juin, l'[Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient \(UNRWA\)](#) organisera une conférence d'annonce de contributions au Siège de l'Organisation des Nations Unies, car l'année prochaine l'Office marquera les 75 ans de sa création à la suite du déplacement des réfugiés palestiniens en 1948. La conférence vise à renforcer l'appui des États Membres à l'UNRWA, notamment en trouvant de moyens de financement et des outils pour surmonter la crise financière chronique de l'Office. La conférence est l'occasion de défendre sa cause, au plus haut niveau, auprès des États Membres. Elle constitue une plateforme destinée à mettre en évidence la contribution de l'Office au développement humain et à la protection des réfugiés palestiniens.
- Le 25 mai, le [Bureau de la coordination des affaires humanitaires \(OCHA\)](#) a publié un article et une déclaration d'Yvonne Helle, Coordinatrice par intérim pour les activités humanitaires et le développement dans le Territoire palestinien occupé. La déclaration indique que le 22 mai, la communauté d'élèves palestiniens d'Aïn Samiya (Ramallah) a commencé à être démantelée et que ses habitants quittaient leurs foyers, citant comme principale raison la violence des colons. Aïn Samiya était le foyer de 178 personnes dont 78 enfants. Selon l'OCHA, les démolitions à répétition, l'expansion des colonies, la perte de l'accès aux pâturages et la violence des colons suscitent toujours des inquiétudes quant à l'environnement coercitif qui, associé à la perte des maisons et d'accès aux pâturages, créent davantage de besoins humanitaires dans les territoires palestiniens occupés.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir organisées par des organisations de la société civile associées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>